

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 359 du 08.06

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Haniyeh : Nous sommes prêts au dialogue national sans conditions préalables.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 L'AIPAC... c'est quoi ce machin ?"

1-2 "Le petit soldat" danserait-il sur les tombes des Palestiniens ?

Lettre ouverte à Jean-Luc Godard

1-3 Le carnaval des imposteurs.

1-4 Purge à Haaretz.

1-5 Lynchage de jeunes arabes.

2 Les brèves

- 2-1 Sunday Times : Livni est une espionne du Mossad qui a exécuté des activités d'assassinats en Europe.
- 2-2 Haniyeh appelle le peuple US à soutenir les droits légaux du peuple palestinien.
- 2-3 L'occupation augmente la colonisation avant la rencontre entre Olmert et Abbas.
- 2-4 La nouvelle vague de colonisation.
- 2-5 Zeev Boim affirme que son Etat défie les Etats- Unis, l'ONU et les Palestiniens.
- 2-6 La nouvelle vague de colonisation.

3 Dossier

- 3-1 Point de vue de Françoise Germain-Robin : Les Palestiniens dans la nasse.
- 3-2 Point de vue de Caren Bohan : Obama : A peine désigné et il se la raconte déjà... ...si c'est pas malheureux....
- 3-3 Etude de Hossam Ramadan Ahmed : Recensements de population.
- 3-4 Point de vue de Julien Salingue : L'échec programmé du plan «silence contre nourriture» : Où va le gouvernement de Salam Fayyad ?
- 3-5 Point de vue du CPI : Israël espionne les Etats-Unis... ...une affaire qui remonte à la surface encore une fois.
- 3-6 Israël dirige t'il les Etats-unis ?

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

- 4-1 "Dix-huit ans de travail détruits en moins de quatre heures" - récits sous siège.
- 4-2 Bassam Aramin : Lettre ouverte au ministre de la Défense, Ehud Barak.
- 4-3 « Le Monde » met au grand jour la politique d'intimidation du régime sioniste.
- 4-4 En Cisjordanie, une station de radio aide les jeunes à échanger le désespoir contre des rêves.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

- 5-1 La psychothérapeute Avigail Abarbanel traite de l'aspect « psychologique » du soutien juif à la brutalité sioniste.
- 5-2 Khaled Amayreh : Sans vergogne à Ramallah.
- 5-3 Conférence de Bethléhem : développement ou normalisation ?

Tiré a part

Haniyeh : Nous sommes prêts au dialogue national sans conditions préalables.

Le premier ministre du gouvernement d'unité nationale, Ismaïl Haniyeh, a affirmé que les réponses sionistes à la proposition égyptienne d'accalmie sont évasives, tout en insistant à dire que les factions de la résistance palestinienne s'attachent à leurs demandes de briser le blocus, et d'ouvrir les passages en échange de l'accalmie avec l'occupation.

Ces déclarations sont venues lors d'une conférence de presse qui a eu lieu aujourd'hui mardi à l'école d'Al-Karmal à la fin d'une visite du premier ministre, Ismaïl Haniyeh. Il a renouvelé le salut de son gouvernement aux déclarations du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, qui a exprimé son acceptation des efforts arabes et internationaux qui visent à mettre fin aux désaccords palestiniens internes pour reprendre l'unité nationale.

Il a appelé la ligue arabe à intervenir pour reprendre l'unité nationale du peuple palestinien sans des conditions préalables.

Dans le même contexte, Haniyeh a fortement critiqué la colonisation continue dans la ville occupée d'Al-Qods et en Cisjordanie, et il a considéré que les rencontres du président Abbas avec le premier ministre sioniste Ehud Olmert représentent une couverture à ces activités coloniales et que les négociations de l'autorité palestinienne avec l'entité sioniste sont inutiles.

Gaza – CPI 6/06/08

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 L'AIPAC... c'est quoi ce machin ?"

Le lobby pro-israélien aux Etats-Unis

Video : [Le lobby pro-israélien aux Etats-Unis](http://usa-menace.over-blog.com/article-20267786.html) : <http://usa-menace.over-blog.com/article-20267786.html>

Posté par Adriana Evangelizt

L'AIPAC... c'est quoi ce machin ?"

"Né en 1951 aux États-Unis, l'AIPAC ou « American Israel Public Affairs Committee » est un groupe de pression visant à soutenir Israël et l'idéologie sioniste contre les États arabes de la région. N'employant jusque dans les années 1970 qu'une petite poignée de collaborateurs, l'AIPAC compte aujourd'hui (selon ses propres indications) 100 000 membres et 165 employés et dispose d'un budget annuel de 45 millions de dollars. Elle dispose également de nombreux bureaux dans la plupart des États américains mais également d'un siège social à Washington proche du Congrès. L'AIPAC s'appuie sur un réseau de plus de 70 organisations qui lui sont affiliées, dont les représentants siègent à son conseil directeur. L'AIPAC est recensé comme « groupe de pression » ou « lobby ». En France, ce terme n'est pas perçu de la même manière qu'Outre-Atlantique, où les lobbies sont institutionnalisés, officiels et assumés, et sont un moyen très utilisé par les Américains pour faire entendre leurs opinions.

L'AIPAC est une organisation possédant une grande influence sur les décisions gouvernementales, et possède un champ d'action extrêmement large."

"bon, voilà qui est plus clair et qui explique que cette machine de guerre soit un passage obligé pour les candidats à la présidentielle américaine"

"sans aucun doute, c'est véritablement comme tu dis, une machine de guerre"

"on devine aisément les objectifs concrets qu'il poursuit"

"on en recense au moins neuf"

"peux-tu nous les résumer ?"

"1 - S'assurer du Veto des États-Unis contre toute résolution de l'ONU condamnant les actions Israéliennes.

2 - Isoler et détruire le Hezbollah et le Hamas.

3 - Empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire.

4 - Défendre Israël.

5 - Protéger Israël contre les menaces possibles.

6 - Préparer la future génération des dirigeants pro-Israéliens.

7 - Sensibiliser le Congrès américain sur les relations avec Israël.

8 - Surveiller le vote des sénateurs américains concernant les affaires liées de près ou de loin à Israël.

9 - Coordonner et orienter les donations des sponsors juifs américains pour les candidats aux élections."

"Ce qui éclaire l'intervention de Barack Obama devant cette instance dirigeante du sionisme"

" - *Ceux qui menacent Israël nous menacent* - a-t-il déclaré, on ne peut pas être plus clair !"

"mais encore - *Jérusalem doit rester la capitale d'Israël et indivisible* - "

"ce qui signifie qu'Israël ne doit pas revenir dans ses frontières de 1967 avant la guerre des Six Jours et que le futur Etat palestinien ne devrait pas avoir Jérusalem comme capitale."

"une guerre qui remonte à 41 ans, comme d'ailleurs la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU qui l'a suivie et qui n'a jamais été appliquée"

"la 242 !?"

"oui, votée le 22 novembre 1967 et qui exige le retrait d'Israël de la totalité des territoires occupés"

"ah je vois, c'est cette résolution qui existe en plusieurs versions, une anglaise et une française"

"c'est celle-là même... la version anglaise dit - *des territoires occupés* - et la française spécifie - *de tous les territoires occupés* - sachant que l'anglais et le français sont deux des six langues officielles de l'ONU"

"quelles sont ces six langues ?"

"l'anglais, le français, le russe, le chinois, l'espagnol et l'arabe"

"pas l'hébreu !?"

"pas encore..."

"qu'attend donc l'AIPAC ?"

(... !?)

Al Faraby

Dimanche, 08 juin 2008

1-2 "Le petit soldat" danserait-il sur les tombes des Palestiniens ?

Lettre ouverte à Jean-Luc Godard

Lettre ouverte adressée au cinéaste Jean-Luc Godard le 25 Mai 2008 et signée par la Campagne Palestinienne pour un Boycott Culturel et Universitaire d'Israël et une liste de cinéastes palestiniens et arabes.

Les artistes palestiniens ont été accablés d'apprendre que vous alliez bientôt vous rendre en Israël pour participer à un festival du cinéma à Tel-Aviv, malgré la politique de longue date raciste et coloniale d'Israël à l'égard du peuple autochtone de Palestine.

Votre visite, en particulier en ce moment d'intensification des crimes de guerre israéliens à Gaza, ne peut qu'aider

les incessants efforts de relations publiques d'Israël pour couvrir ses violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme universels. Prendre part à ce festival n'est pas de l'art séparé de la politique, comme cela pourrait l'être, mais c'est une vulgaire politisation de l'art, qui le rend complice.

Les Palestiniens attendent de quelqu'un comme vous, avec votre passé, un engagement moral et un soutien constant pour les causes justes - de l'Algérie, au Vietnam en passant par la Palestine – que vous soyez solidaire avec nous contre l'occupation et l'apartheid, et non que vous aidiez à les blanchir, que ce soit sciemment ou non. **Etiez-vous allé à un festival du film afrikaner pendant l'Apartheid de l'Afrique du Sud? Alors, pourquoi Israël?**

Participer maintenant à un festival à Tel-Aviv ne peut être vu que dans le contexte plus large des célébrations des 60 ans d'Israël depuis sa création sur les ruines d'un autre pays, la Palestine.

Dans le processus de la création de cet état, il y a 60 ans, les forces sionistes ont dépossédé et déraciné de leurs maisons et de leurs terres plus de 750.000 Palestiniens, en détruisant plus de 500 de leurs villages, les condamnant à une vie d'exil et de misère.

A 60 ans, Israël est un Etat qui refuse toujours aux réfugiés palestiniens les droits qui leur ont été accordés par les Nations Unies, simplement parce qu'ils sont "non-Juifs."

Il traite encore de ses propres citoyens palestiniens avec un racisme institutionnalisé. Il occupe toujours illégalement le territoire palestinien et d'autres terres arabes, en violation de nombreuses résolutions de l'ONU.

A l'intérieur du territoire palestinien occupé, Israël poursuit la construction de ses colonies et du mur massif en violation directe de la Quatrième Convention de Genève ainsi que de [l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice de Juillet 2004](#).

Il viole encore de façon flagrante et persistante le droit international et porte atteinte aux droits de l'homme fondamentaux en toute impunité grâce au soutien économique, diplomatique et politique accordé sans conditions par les Américains et les Européens.

En 2006, pratiquement tous les artistes palestiniens et les personnalités du monde de la culture ont appelé à [un boycott culturel international d'Israel](#).

À ce jour, de nombreuses personnalités internationales de la culture, dont **Ken Loach** et **John Berger**, et des syndicats d'artistes, comme les Irlandais d'Aosdana, ont entendu l'appel palestinien et ont évité Israël, tout comme ils avaient boycotté l'Afrique du Sud pendant l'apartheid.

Votre visite en Israël ne violerait pas seulement l'appel au boycott palestinien à boycott, mais il laisserait entrevoir un regrettable deux poids, deux mesures, si ce n'est un reniement de votre engagement acharné d'autrefois pour la dignité humaine et la justice.

Nous espérons que, même à ce stade, vous prendrez une position courageuse et annulerez votre voyage en Israël.

28-05-2008

Source : <http://www.pacbi.org/>

Traduction : MG pour ISM

<http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=9080&type=analyse&lesujet=Boycott>

1-3 Le carnaval des imposteurs.

Ainsi donc, la cour d'appel a tranché : il est permis de dire que le reportage de Charles Enderlin sur la mort de Mohamed Al Doura, diffusé au JT de France 2 le 30 septembre 2000 était une « supercherie », une « mascarade », une « imposture ». Et tant pis si les magistrats, considèrent en même temps que ces accusations présentent bien un caractère diffamatoire, leurs auteurs n'ayant pas rapporté la preuve de ce qu'ils avançaient : le bénéfice de la bonne foi peut néanmoins leur être accordé en raison du caractère « sérieux » de leur enquête... Sérieux, avez-vous dit ? Qu'on en juge : une fusillade éclate au carrefour de Netzarim dans la bande de Gaza.

Les caméras de France 2 sont présentes, mais aussi celles de Reuters, d'Associated Press, et d'autres encore. Les blessés et les morts auront ainsi le « privilège » d'être filmés sous plusieurs angles par des journalistes de différentes agences et chaînes de télévision française, anglaise et américaine. Des plans larges montrent les centaines de personnes qui se dispersent sur un carrefour grand comme le rond-point des Champs Elysées. Last but not least, les militaires israéliens, partie prenante à la fusillade, ne contesteront pas qu'elle se soit effectivement produite, et pour cause !

Mais Philippe Karsenty, dont la cour estime qu'il a réalisé une « enquête sérieuse » se lève et dit : regardez cet homme touché à la cuisse, sa blessure est en contact direct avec la civière, c'est impossible, il devrait se tordre de douleur ! Jamais aucun médecin n'a validé une pareille absurdité, et d'ailleurs, une autre caméra que celle de France 2 nous montrait quelques secondes auparavant le même homme trainé au sol, par les ambulanciers, alors que les impacts visibles de balle rebondissaient sur la chaussée autour d'eux, à 20 centimètres à peine... Mais Karsenty Diafoirus sait de quoi il parle et il affirme que le blessé est un faux blessé qui joue la comédie et que toute cette fusillade n'est donc qu'une gigantesque rigolade. D'ailleurs, n'en est-il pas de même pour Mohamed Al Dura ?

Regardez bien, il ne saigne pas, ce n'est qu'un chiffon rouge qu'il sort de sous sa chemise ! N'importe quel être humain normalement constitué peut constater à l'œil nu qu'il s'agit bien d'une tache et pas d'un chiffon (mais une tache de quoi, diront les esprits forts, de peinture, de ketchup, de fraises Tagada écrasées dans la poche de l'enfant ?), mais plus c'est gros, plus ça passe : Karsenty Gérard Majax nous dévoile le truc du foulard en soie, et

Pierre-André Taguieff, directeur de recherches au CNRS, puis Richard Prasquier, Président du CRIF applaudissent à l'enquête sérieuse et abondent dans le même sens, qui dans les colonnes de l'Arche, qui dans celles d'Actualité Juive.

Il y a pire, et là, on touche le fond. Enderlin avait déclaré naguère à Télérama avoir coupé la scène de l'agonie de l'enfant : mais depuis quatre ans, Denis Jeambar, ancien directeur de l'Express, Daniel Leconte producteur à Arte, et Luc Rosenzweig qui ont pu visionner les rushes dès 2004 nous le clamait triomphalement sur tous les tons : cette scène d'agonie n'existe pas. Et Karsenty Sherlock Holmes d'apporter le coup de grâce comme une cerise sur le gâteau : regardez-bien sur cette image, l'enfant bouge encore, il lève le coude, « alors que quelques secondes auparavant Enderlin nous affirmait qu'il était mort ».

Sauf que cette scène n'est pas dans le récit d'Enderlin, puisqu'elle... fait partie des rushes, c'est-à-dire ce qui est coupé au montage : en clair, il s'agit de la fameuse agonie, dont ces esprits forts nous répètent, hilares, depuis quatre ans qu'elle n'existe pas. On pourrait sourire de ces arguties infectes si elles n'avaient pour effet de nier, par des méthodes de raisonnement qui associent délire malsain et mauvaise foi euphorique, la mort d'un enfant. Certains s'offusquent de la comparaison avec Faurisson ou Thierry Meyssan. Je ne vois pourtant rien d'autre qui s'impose aussi immédiatement à l'esprit.

Reste à comprendre comment la cour d'appel de Paris a pu considérer comme « sérieuse » une enquête que le procureur, et avant lui, le tribunal, avaient qualifiée « d'extrapolations sans fondement ». Chacun est libre d'interpréter. Il m'a semblé, à la lecture de l'arrêt, que la cour s'était quelque peu laissée abuser par les nombreux certificats émanant de « professionnels des médias » (un professeur d'histoire médiévale, un psychanalyste parisien, des universitaires spécialisés dans la sémiologie et le signifiant symbolique...) jurant leurs grands dieux que l'enquête leur paraissait sérieuse et que Karsenty, à leur sens « n'avait pas franchi la ligne jaune » (sic !), motif repris tel quel par la cour. Si c'est des spécialistes qui le disent....

Mais avait-on réellement besoin de leur « expertise », pour constater de visu que la chemise d'un enfant est bien tachée et qu'il ne s'agissait pas d'un chiffon rouge ? Moyennant quoi, la cour, bien forcée de reconnaître que Karsenty n'avait pas rapporté la preuve de ce qu'il avançait et que ses accusations présentaient bel et bien un caractère diffamatoire, lui a malgré tout reconnu le bénéfice de la bonne foi, dont les conditions juridiques essentielles sont, outre l'enquête sérieuse, la mesure et la modération dans l'expression (« supercherie », « mascarade », « imposture »...) et l'absence d'animosité personnelle (« Charles Enderlin et Arlette Chabot doivent être démis de leurs fonctions », c'était le titre de l'article de Karsenty...). Qu'en dira la cour de cassation ? Depuis, le camp des anti-Enderlin exulte. Radio J et RCJ communiquent en boucle sur le sujet. Elisabeth Lévy en appelle « enfin », à un « vrai débat », un débat « de fond » sur ce qui s'est réellement passé à Netzarim le 30 octobre 2000. Appel aussi incantatoire que surréaliste car son site Causeur.fr, a mis en ligne trois articles sur le sujet depuis une semaine. Tous les trois ne font entendre qu'une seule musique. Devinez laquelle. Un dénommé Martin Castelneau que je ne sache pas s'être sérieusement penché sur l'affaire Al Doura depuis huit ans exige sur le ton de la vérité blessée et de la vertu indignée que France 2 mette « enfin », en ligne les fameux rushes. Mauvaise pioche ! Enderlin les a mis sur son blog depuis février dernier. Martin Castelneau, jeune recrue des bataillons karsentystes l'ignorait...

On y voit notamment très précisément, pendant la fusillade, les blessures de Jamal Al Doura, père de Mohamed, arrêt sur images, incrust, et commentaire à l'appui. Mais Luc Rosenzweig se fend à son tour d'un bel article : Pourquoi ne voit-on pas les blessures ? Pourquoi ne nous répond-on pas ? Il n'est de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre et de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir ! J'ai moi-même proposé à Elisabeth Lévy d'apporter ma contribution à ce débat, pour que les lecteurs de Causeur.fr puissent non seulement entendre les arguments en faveur d'Enderlin mais surtout, pour qu'ils sachent que les preuves factuelles qu'on leur dit être cachées sont en réalité consultables, à la portée de tous : chacun peut facilement se faire son opinion, vérifier ce qu'il en est réellement et de quoi il retourne. Je n'ai pas reçu de réponse à ce jour. Pendant ce temps, le carnaval des imposteurs continue.

vendredi 30 mai 2008

Par [Guillaume Weill-Raynal](#)

Guillaume Weill-Raynal est avocat. Il est l'auteur d'Une haine imaginaire (2005) et des Nouveaux Désinformateurs (2007), parus aux éditions Armand Colin.

<http://oumma.com/Le-carnaval-des-imposteurs>

1-4 Purge à Haaretz.

Beaucoup de nos lecteurs ont remarqué que je n'ai pas publié beaucoup d'articles d'Amira Hass ces derniers temps. Je n'ai également pas publié la chronique régulière de Gideon Levy, intitulée "Twilight Zone". Pour être honnête avec vous, j'ai épluché les pages de *Haaretz* à la recherche de ces articles croustillants mais en vain.

Ce matin, j'ai découvert pourquoi... il y a eu une purge au *Haaretz*.

Les nouveaux propriétaires du journal sont lentement mais sûrement en train "d'éliminer" les seules voix de la vérité et de la raison dans la presse israélienne... c'est si typique de ce qui se passe généralement dans le « monde libre de la censure ».

J'ai reçu le texte suivant par email aujourd'hui... il raconte tout... il a été écrit par Edward C. Corrigan, un avocat (Immigration et Droit des Réfugiés) vivant à Londres, Ontario, Canada.

C'est un excellent article....

Un putsch a lieu dans l'équipe de rédaction à *Haaretz*

Edward C. Corrigan

Un nouveau propriétaire allemand a fait l'acquisition de *Haaretz* et un "putsch a lieu actuellement dans l'équipe de rédaction" du plus important journal libéral sioniste en Israël.

Selon certaines sources, le nouveau propriétaire a procédé à une enquête de salon approximative qui a révélé que "*l'occupation ne faisait pas vendre de journaux*" et il s'est donc concentré sur le monde des affaires (c'est-à-dire *The Marker*).

L'éditorial régulier du vendredi de Gideon Levy, *Twilight Zone*, a été mis au rebut, Amira Hass a été dégradée au statut de journaliste indépendant avec un demi-salaire, Meron Rapaport a été viré et Akiva Eldar a perdu au moins une demi-page par semaine.

Le journal permettait fréquemment aux journalistes critiques à l'égard de l'occupation israélienne de publier des articles montrant la réalité de l'occupation à la population israélienne qui circulaient dans le monde entier.

La nouvelle direction de la rédaction est dérangée par ces informations. *Haaretz* était l'un des rares médias israéliens décents et montrait qu'en Israël, il y avait un certain respect pour la liberté de la presse et du débat critique.

Il s'agit d'une répétition de la situation quand Conrad Black a acheté le *Jerusalem Post* et a embauché un censeur israélien comme patron. Les journalistes corrects sont tous partis en signe de protestation, notamment Benny Morris quand il avait encore une conscience morale.

Cela reflète une tendance plus inquiétante.

Norman Finkelstein s'est vu récemment refuser l'entrée en Israël et en Cisjordanie. Mgr Desmond Tutu s'est vu refuser l'entrée en Israël.

Des journalistes palestiniens se voient systématiquement refuser des visas de sortie par les Israéliens pour quitter les territoires occupés afin de faire des tournées de conférences et un groupe d'étudiants palestiniens de Gaza s'est vu également récemment refuser un visa de sortie pour aller dans des universités américaines après avoir obtenu une bourse Fulbright du gouvernement américain.

Il semble que les Israéliens soient en train de fermer de nombreuses si ce n'est la totalité des sources d'information critiques en provenance d'Israël.

L'hypocrisie dans tout cela, c'est que, lorsqu'un Syndicat britannique d'universitaires propose un boycott des institutions universitaires israéliennes comme un moyen de pression sur Israël et pour protester contre la politique israélienne envers les Palestiniens, les Israéliens commencent à crier que le projet de boycott est une violation de la liberté d'expression et une violation de la liberté universitaire.

Les autorités israéliennes ont écrasé la liberté universitaire et la liberté d'expression des Palestiniens, et même celles des Israéliens critiques depuis des décennies.

Israël ne veut pas que sa propre population et le reste du monde sachent ce qu'il fait aux Palestiniens.

Source : <http://desertpeace.wordpress.com/>

Traduction : MG pour ISM

Lundi 02 Juin 2008

Source :

<http://www.alterinfo.net>

1-5 Lynchage de jeunes arabes.

Les images parlent d'elles mêmes. Le 30 avril dernier, un jeune Arabe a été lynché par un groupe d'adolescents israéliens. L'agression a eu lieu près d'un centre commercial et a été filmée par une camera de surveillance. La vidéo a été publiée par le quotidien israélien Haaretz.

Une vingtaine de jeunes Israéliens, âgés de 16 à 18 ans, armés de couteaux et de battes de base-ball, ont chargé deux jeunes Arabes qui s'approchaient, dont l'un est parvenu à s'enfuir, en dépit d'un coup de poignard à l'épaule.

Mais Ahmed Abu Camal, lui, a été trouvé inconscient par les gardes de sécurité du centre commercial, qui ont appelé une ambulance.

Les agresseurs seraient venus là en réponse à un appel internet disant que "Le sang Juif devait en finir avec les allées et venues des Arabes à Pisgat"

<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article66743>

avec la vidéo des cameras de surveillance.

<http://www.youtube.com/watch?v=iNuYKSjmcX0&eurl=http://bellaciao.org/fr/spip.php?article66743>

Commentaire : Israël : un lynchage filmé

Les médias israéliens ont diffusé une vidéo montrant des dizaines de jeunes Israéliens attaquant deux Palestiniens âgés de 16 et 18 ans devant un centre commercial d'un quartier de colonisation à Jérusalem en avril

dernier. Lors de cette attaque filmée par une caméra de surveillance du centre commercial et qui a eu lieu le 30 avril vers 23H00 locales à Pisgat Zeev, l'un des deux Palestiniens a été poignardé, mais a réussi à s'enfuir.

"Après enquête, onze personnes, soupçonnées d'agressions contre des Arabes à Pisgat Zeev, ont été arrêtées. Certaines ont déjà été présentées devant un juge", a déclaré le porte-parole de la police, Micky Rosenfeld. Selon le quotidien Haaretz, citant l'acte d'accusation présenté contre les onze Israéliens, dont huit sont mineurs, les assaillants ont répondu à un sms appelant les "juifs" à "en finir avec les Arabes à Pisgat Zeev".

J'ai pas encore bien tout assimilé au niveau des "critères ethniques" : comment on distingue un Arabe d'un Juif dans la rue? Comme il est question de "sang Juif", c'est possible, par analyse ADN?

Et quand on est métis, qu'est-ce qui se passe?

De : Citoyens de races

mercredi 28 mai 2008

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Sunday Times : Livni est une espionne du Mossad qui a exécuté des activités d'assassinats en Europe.

Le journal britannique, Sunday Times a révélé que la ministre sioniste des affaires étrangères, Tzipi Livni qui tente actuellement de présider son parti "Kadima" après le grand scandale d'Olmert, était une espionne très active à l'agence des services de renseignements sionistes "Mossad", en Europe, durant les années quatre vingt, où le Mossad a perpétré des crimes d'assassinats contre les palestiniens.

Le journal Sunday Times a rapporté, le dimanche 1/6, selon des anciens collègues de Livni qu'elle a passé un service très actif dans le Mossad, lorsqu'il a assassiné le 21 août 1983, l'un des grands dirigeants palestiniens de l'OLP, Mamoun Mouriche, dans son domicile à Athènes.

Malgré que ce journal n'a pas révélé directement la complicité de Livni dans l'assassinat de ce dirigeant palestinien, mais il a affirmé son rôle actif au service du Mossad sous un autre nom.

"La ministre des affaires étrangères sionistes, Livni a fait ses navettes en Europe à partir de Paris pour assassiner des terroristes palestiniens (les dirigeants palestiniens), elle était lieutenant avant d'abandonner l'armée sioniste", a souligné le journal.

Le journal a souligné également que Livni a démissionné de son poste du Mossad et a retourné à l'état de l'entité sioniste pour continuer ses études de droit, en prétendant que des pressions ont été prises contre elle lors de ses missions.

Londres 1/06/08 - CPI

2-2 Haniyeh appelle le peuple US à soutenir les droits légaux du peuple palestinien.

Le premier ministre au gouvernement de l'unité nationale à Gaza, Ismaïl Haniyeh, a rencontré la délégation du "centre américain des hauts intérêts nationaux" dirigée par Richard Betis qui était le vice ambassadeur américain à l'entité sioniste, puis l'ancien ambassadeur américain en Jordanie.

Le ministre palestinien de la santé, Dr. Bassem Naïm, ministre de la santé à Gaza a dit, hier dimanche, lors d'une conférence de presse à la fin de cette rencontre, que Haniyeh a salué la visite de la délégation en remerciant ses pas qui visent à renforcer les relations entre les deux peuples (palestinien et américain).

Naïm a dit que ce pas est très important pour casser le sévère blocus imposé par les autorités de l'occupation israélienne soutenues par la direction américaine contre la bande de Gaza, en ajoutant que Haniyeh a appelé le peuple américain à soutenir les droits légaux du peuple palestinien, surtout que le peuple américain aime la paix et refuse les politiques qui renforcent les conflits partout dans le monde.

De son côté, le directeur de la délégation américaine, Richard Betis, a affirmé l'insistance du centre et du peuple américain sur la réalisation de la paix dans la région du Proche-Orient, tout en soulignant que le centre a trouvé que la visite à la bande de Gaza est très importante pour voir les situations.

Il a souligné que la délégation va présenter, dès son retour aux Etats-Unis, un rapport détaillé aux départements qui façonnent la décision américaine pour leurs expliquer la situation désastreuse dans la bande de Gaza.

Il a déclaré également que la visite de la délégation américaine n'est pas officielle mais elle vient dans le cadre des efforts du centre qui s'occupe des situations dans les territoires palestiniens.

Gaza – CPI

2-3 L'occupation augmente la colonisation avant la rencontre entre Olmert et Abbas.

Les autorités de l'occupation ont affirmé, dimanche 1/6, qu'elles sont plus intéressées pour relancer, de nouveau, la colonisation à Al Qods occupée, et précisément dans sa partie Est, prétendue Jérusalem-Est, juste avant une nouvelle rencontre entre le Premier ministre Olmert et le président Abbas.

L'occupation israélienne tient à expulser et harcèle l'existence des palestiniens dans leur ville, en instaurant violemment, le dimanche le 1/6, des quartiers coloniaux pour étouffer le reste de cette démographie arabe.

Le porte-parole du ministère de l'Habitat, Eran Sidis, a dit : "Nous allons construire 121 logements à Har Homa et

763 autres à Pisgat Zeev". Il a ajouté que "le ministre de l'Habitat, Zeev Boïm, va annoncer, ce matin, durant la séance hebdomadaire du cabinet, la publication des appels d'offre pour la construction de nouveaux quartiers coloniaux, à l'occasion du 41^e anniversaire de la réunification de la ville d'Al Qods".

Il est à noter que l'occupation avait annexé la partie Est d'Al Qods (prétendue Jérusalem-Est) à son état sioniste en 1967.

Ces déclarations pour escalader les activités coloniales ont été lancées en ignorant les appels internationaux de les geler.

Al Qods occupée - CPI

2/06/08

2-4 La nouvelle vague de colonisation.

On dit souvent que la première victime, en temps de guerre, est la vérité. Mais la vérité, c'est que les civils sont les premières victimes de la guerre. En Palestine, où la guerre fait rage depuis 60 ans, ce triste constat se confirme d'année en année, de mois en mois, de semaine en semaine. Le régime sioniste vient de décréter l'ordre de détruire plus de 3.000 logements palestiniens, en Cisjordanie, dans le droit fil d'une politique fondée sur le principe, hélas si véridique "quiconque n'a pas de terre, n'a pas d'identité". Dans un récent rapport, les Nations-unies reviennent sur ce cas flagrant de violation du droit de propriété et s'inquiètent de ce que cette mesure coercitive provoque l'exode forcé de milliers de Palestiniens, milliers de Palestiniens, qui iront, à n'en pas douter, grossir les rangs de ces autres Palestiniens, mis en errance, entre 2000 et 2008, suite à des décrets similaires. Mais plus que de ce discours chagrine, teinté de faux alarmisme, le Palestinien lambda a besoin que l'on arrête la saignée, dans l'immédiat, et qu'on l'aide à préserver tout ce qui lui reste de sa terre ancestrale, à savoir, son taudis. Il a besoin, surtout, que l'humanité engage sa responsabilité devant le cas de conscience le plus lourd qu'elle ait jamais connu, à savoir, le sort de 4.5 millions d'hommes, de femmes et d'enfants, vivant dans des camps de fortune, dressés çà et là, au gré de la générosité intéressée de certains Etats. Ce Palestinien contre dont Israël a juré la mort, *ad vitam eternam*, veut aussi que certains de ses dirigeants ouvrent, enfin, les yeux sur la réalité, telle qu'elle se présente, et qu'ils rompent avec cette détestable habitude de vouloir croire à l'impossible, l'impossible paix avec un régime dont le vampirisme colonial ne s'est jamais démenti et ne se démentira pas, tant que les grandes puissances y verront le principal vecteur de leurs intérêts et aspirations hégémonistes dans la région du Proche et du Moyen-Orient. Le Palestinien lambda ne veut pas grande chose, si ce n'est qu'on lui laisse le droit de vivre dans un Etat qui soit le sien!

IRIB 29/05/2008

<http://www.alterinfo.net/>

2-5 Zeev Boïm affirme que son Etat défie les Etats- Unis, l'ONU et les Palestiniens.

Le ministère de l'habitation Zeev Boïm a relancé dimanche la continuation du colonialisme en publiant deux appels d'offres pour l'implantation de 121 logements dans deux quartiers coloniaux, à Har Homa, et de 763 autres à Pisgat Zeev, dans la partie est d'Al-Qods occupée.

En affirmant que l'entité sioniste a toujours négligé les appels internationaux, Boïm a affirmé qu'il «n'y a rien de nouveau dans la position de Washington».

Il a ajouté, défiant la communauté internationale : «Nous avons une divergence depuis 41 ans sur Jérusalem (Al-Qods) avec les Etats- Unis, l'ONU et les Palestiniens».

Ces déclarations du ministre sioniste de l'habitation sont venues lors de sa réaction aux critiques de Washington, après que le porte-parole de la Maison Blanche Dana Perino a déclaré que la continuation du colonialisme exacerbe les tensions quand il s'agit des négociations avec les Palestiniens.

Ces déclarations du ministre proche d'Ehud Olmert ont fait allusion à la conquête durant la guerre de juin 1967, puis à l'annexion de la partie orientale d'Al-Qods occupée par l'entité sioniste, qui n'a jamais été reconnue par la communauté internationale.

Al-Qods occupée – CPI 3/06/08

2-6 La nouvelle vague de colonisation.

On dit souvent que la première victime, en temps de guerre, est la vérité. Mais la vérité, c'est que les civils sont les premières victimes de la guerre. En Palestine, où la guerre fait rage depuis 60 ans, ce triste constat se confirme d'année en année, de mois en mois, de semaine en semaine. Le régime sioniste vient de décréter l'ordre de détruire plus de 3.000 logements palestiniens, en Cisjordanie, dans le droit fil d'une politique fondée sur le principe, hélas si véridique "quiconque n'a pas de terre, n'a pas d'identité". Dans un récent rapport, les Nations-unies reviennent sur ce cas flagrant de violation du droit de propriété et s'inquiètent de ce que cette mesure coercitive provoque l'exode forcé de milliers de Palestiniens, milliers de Palestiniens, qui iront, à n'en pas douter, grossir les rangs de ces autres Palestiniens, mis en errance, entre 2000 et 2008, suite à des décrets similaires. Mais plus que de ce discours chagrine, teinté de faux alarmisme, le Palestinien lambda a besoin que l'on arrête la saignée, dans l'immédiat, et qu'on l'aide à préserver tout ce qui lui reste de sa terre ancestrale, à savoir, son

taudis. Il a besoin, surtout, que l'humanité engage sa responsabilité devant le cas de conscience le plus lourd qu'elle ait jamais connu, à savoir, le sort de 4.5 millions d'hommes, de femmes et d'enfants, vivant dans des camps de fortune, dressés çà et là, au gré de la générosité intéressée de certains Etats. Ce Palestinien contre dont Israël a juré la mort, ad vitam eternam, veut aussi que certains de ses dirigeants ouvrent, enfin, les yeux sur la réalité, telle qu'elle se présente, et qu'ils rompent avec cette détestable habitude de vouloir croire à l'impossible, l'impossible paix avec un régime dont le vampirisme colonial ne s'est jamais démenti et ne se démentira pas, tant que les grandes puissances y verront le principal vecteur de leurs intérêts et aspirations hégémonistes dans la région du Proche et du Moyen-Orient. Le Palestinien lambda ne veut pas grande chose, si ce n'est qu'on lui laisse le droit de vivre dans un Etat qui soit le sien!

IRIB 29/05/2008

<http://www.alterinfo.net/>

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Françoise Germain-Robin : Les Palestiniens dans la nasse.

.Face à la colonisation galopante et au silence complice de l'Europe, les Palestiniens, isolés dans un territoire morcelé, désespèrent de voir naître un État libre et viable.

Françoise Germain-Robin - Palestine, envoyée spéciale.

« En réalité, il n'y a plus de processus de paix. » Cette opinion du professeur Ghassan Khattib, vice-recteur de l'université de Birzeit et ancien ministre de l'Autorité palestinienne où il représentait le Parti du peuple palestinien (PPP), est largement répandue. Pas seulement chez les Palestiniens. Elle est partagée par nombre de diplomates européens auprès de l'Autorité palestinienne. Ils sont les premiers témoins de la dégradation d'une situation qu'ils dénoncent en vain dans les rapports qu'ils font à leur gouvernement.

La colonisation s'accélère « Depuis la conférence d'Annapolis, dit l'un d'eux, la colonisation s'accélère comme jamais. Les autorisations de construction dans les colonies de Cisjordanie ont été multipliées par dix. Pas seulement dans les "blocs" de colonies qu'Israël entend annexer, mais aussi au-delà du mur, dans ce qu'on appelle les "avant-postes illégaux". L'architecture de séparation se met en place à un rythme accéléré. Elle se double d'une strangulation volontaire de l'économie palestinienne. Les gens n'arrivent plus à vivre par eux-mêmes. »

Une analyse que confirme les constats faits par l'Ocha (bureau des affaires humanitaires de l'ONU) qui tient un compte scrupuleux de l'extension des colonies et des obstacles mis par Israël à la libre circulation des biens et des personnes. Il a constaté que la plupart des cinquante barrages dont Ehoud Barak, le ministre de la Défense (travailliste), a annoncé la levée n'ont en fait jamais existé. Fin mai, on en dénombrait toujours 607. Pourtant, selon les études de l'UE, s'ils étaient levés, la croissance de l'économie palestinienne pourrait être de 5 % en 2008. Mais elle connaîtra une récession (- 2 %) dans le cas contraire, le plus probable.

Cet étranglement délibéré est l'un des moyens de la mise en oeuvre d'une stratégie qui, avec le mur et l'extension des colonies, vise à rendre impossible la création d'un État palestinien indépendant et à amener les Palestiniens eux-mêmes à y renoncer.

Pas pour arriver un jour à un État binational - idée à laquelle se raccrochent certains Palestiniens et une frange ultraminoritaire de l'opinion israélienne. Mais pour parachever une séparation complète d'Israël et des petites entités palestiniennes résiduelles, non viables, dont les habitants n'auraient d'autre recours qu'une dépendance totale à l'égard de l'aide internationale et de pays voisins comme la Jordanie et l'Égypte.

Ce scénario catastrophe, Ghassan Khattib le décrit ainsi : « La bande de Gaza, dit-il, est déjà complètement étranglée. Le Hamas, sous la pression de la population qui n'en peut plus, insiste pour que l'Égypte ouvre la frontière de Rafah, ce qui conduirait à une intégration progressive, de facto, de Gaza à l'Égypte. L'Égypte ne le souhaite pas, mais son gouvernement est soumis à la pression de sa propre population et des Frères musulmans. Du côté de la Cisjordanie, quand le mur sera achevé, les deux tiers de la population palestinienne se trouveront de l'autre côté, totalement isolés de Jérusalem où il n'ont déjà plus accès. Même les chrétiens, à Pâques, se sont vu refuser l'accès aux lieux saints ! Et ne parlons pas des hôpitaux et des universités. La population sera de plus en plus conduite à se tourner vers la Jordanie qui devient déjà la seule porte de sortie. Israël espère que le tiers restant s'intégrera peu à peu et que ce sera la fin du problème palestinien. »

Comment échapper à cette nasse qui se referme sur le peuple palestinien ? Les avis sont partagés. Pour Ghassan Khattib, une seule solution : « Il faut dire aux Israéliens qu'ils doivent choisir entre négociation et colonisation ; geler ce faux processus de paix qui ne fait que délégitimer le président de l'Autorité palestinienne. Et se consacrer à la seule tâche urgente : renforcer l'unité interne entre Palestiniens et relancer la lutte politique en multipliant les lieux de résistance pacifique sur le mode de ce qui se fait contre le mur à Bil'in avec des militants de la paix israéliens et du Mouvement international de solidarité. »

Prise entre le Hamas et Israël, l'Autorité palestinienne tente un dernier effort pour obtenir d'Ehoud Olmert une bouffée d'oxygène qui ranimerait un processus de paix moribond. Le président Mahmoud Abbas, dont le mandat prend fin en janvier 2009, menace de jeter l'éponge si la colonisation n'est pas gelée. Il doit réunir en juillet un congrès du Fatah qui risque de tourner au constat de l'échec d'une stratégie, celle d'Oslo. En fait, son sort dépend du bon vouloir de son partenaire, le premier ministre israélien, Ehoud Olmert.

« Abbas et Olmert, c'est l'aveugle et le paralytique », dit la vice-présidente travailliste de la Knesset, Colette Avital. Olmert, sous la menace d'une inculpation pour corruption, risque d'être contraint de démissionner. Abbas a perdu la bande de Gaza au profit du Hamas et risque de perdre aussi la Cisjordanie. L'un et l'autre sont en si mauvaise posture que leur seule chance de se sauver serait d'arriver très vite à un accord de paix. Les sondages montrent que 80 % des Israéliens le souhaitent. »

Un optimisme qu'est loin de partager l'opinion publique tant palestinienne qu'israélienne. On craint au contraire une course à l'abîme : que la coalition Kadima-Parti travailliste, pour se sauver et éviter des élections, choisisse, comme en 2006, une nouvelle aventure militaire. « Le gouvernement israélien, estime Anouar Abu Aisheh, professeur à l'université Al-Qods et habitant d'Hébron, est entre les mains du lobby colonial qui impose sa loi : tous les jours, on construit de nouvelles colonies. Dans ces conditions, aucun pas ne peut être fait vers la paix. Pourtant, le peuple israélien en a besoin autant que nous. Mais ses dirigeants croient tout pouvoir nous imposer par la force. Je crains une nouvelle guerre sanglante. »

Que font les pays Européens ?

Face à cette montée des périls, que fait l'Europe ? Rien, si ce n'est dispenser des bonnes paroles et des aides humanitaires dont une part va dans les poches d'Israéliens, puisque tout passe par eux. « Une manière de se donner bonne conscience en essayant de faire oublier sa lâcheté politique, avoue un diplomate de l'UE sous couvert de l'anonymat. Il n'y a plus aucune conditionnalité politique à l'application de l'accord d'association avec Israël. Et on s'attend à ce que cela s'aggrave encore avec la présidence française. »

Françoise Germain-Robin - Palestine, envoyée spéciale.

30 mai 2008 -

L'Humanité

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article6265>

3-2 Point de vue de Caren Bohan : Obama : A peine désigné et il se la raconte déjà... ...si c'est pas malheureux....

"Dans son premier discours de politique étrangère depuis sa victoire dans la course à l'investiture démocrate, Barack Obama a durci mercredi le ton à l'égard de l'Iran et s'est rangé aux côtés d'Israël en ce qui concerne l'avenir de Jérusalem.

Assuré depuis la veille au soir d'affronter le républicain John McCain à l'élection présidentielle du 4 novembre, le sénateur de l'Illinois s'est engagé à empêcher la République islamique de se doter de l'arme nucléaire et a assuré que la ville sainte était et resterait la capitale indivisible de l'Etat juif.

La position d'Obama à l'égard d'Israël a suscité des doutes au sein de la communauté juive américaine, doutes alimentés par des rumeurs selon lesquelles il serait de confession musulmane et son équipe aurait un penchant pro-arabe.

Certains de ses détracteurs ont en outre cherché à saper son crédit auprès des électeurs juifs en laissant entendre qu'il pourrait se montrer plus enclin que George Bush ou John McCain à faire pression sur l'Etat juif pour obtenir des concessions dans le cadre du processus de paix.

S'exprimant devant le Comité américano-israélien des affaires publiques (AIPAC), un lobby pro-israélien, Obama a promis de ne ménager aucun effort pour faire aboutir ce processus, sans transiger sur la sécurité de l'Etat hébreu.

"Que ce soit clair : la sécurité d'Israël est sacro-sainte. Elle n'est pas négociable. Les Palestiniens ont besoin d'un Etat contigu et unifié qui leur permette de prospérer."

"Mais tout accord avec le peuple palestinien doit préserver l'identité d'Israël en tant qu'Etat juif doté de frontières sûres, reconnues et défendables. Jérusalem restera la capitale d'Israël et ne doit pas être divisée", a-t-il affirmé, s'attirant une réponse immédiate de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne.

"Le monde entier sait que la sainte Jérusalem a été occupée en 1967 et nous n'accepterons pas d'Etat palestinien sans Jérusalem pour capitale", a-t-il déclaré à la presse.

"L'AIR BIEN EFFRAYANT"

"Il a fermé toutes les portes de la paix", a renchéri le négociateur Saëb Erekat. Le Hamas a indiqué que ces propos le confortaient dans l'idée qu'il n'y aurait pas de changement dans la politique américaine au Proche-Orient, quel que soit le successeur de George Bush.

Les autorités israéliennes ont fait de la ville sainte leur capitale "éternelle et indivisible", mais la souveraineté qu'elles revendiquent n'a jamais été reconnue. La question est l'un des points clés du processus de paix renoué en novembre à Annapolis, sous l'égide de George Bush. Les deux parties se sont alors engagées à le mener à bien avant son départ de la Maison blanche, en janvier 2009.

Evoquant les rumeurs que certains e-mails transmis pendant la campagne ont fait courir à son sujet, Obama les a balayées sur le ton de la plaisanterie.

"Dites-moi si vous voyez ce type nommé Barack Obama, parce qu'il m'a l'air bien effrayant", a-t-il ironisé, visiblement radieux au lendemain de sa victoire sur Hillary Clinton.

Caren Bohan

5/06/08

3-3 Etude de Hossam Ramadan Ahmed : Recensements de population.

Un site propriétaire du service de renseignements américains (CIA) publie des données relatives aux recensements de population.

Les données concernant "Israël", remises à jour la veille de la soixantième commémoration de la Nakba, la catastrophe de 1948, montrent que le nombre d'habitants d'"Israël", au début du mois de mai 2008, a atteint 7.112.359 personnes. 74,4% d'entre eux sont Juifs. 16% Musulmans. 1,2% Chrétiens. 1,6 % Druzes. 3,9% non déclarés.

Selon la même source, le nombre de Juifs serait de 5.433.842 personnes.

Celui des Musulmans de l'intérieur d'"Israël" serait de 1.137.977 personnes. Celui des Chrétiens serait de 149.360 personnes. Et enfin celui, celui des Druzes serait de 113.798.

Dans le même contexte, un porte-parole du ministre israélien de l'immigration estime le nombre d'Israéliens vivant à l'étranger à plus de 700.000. Le ministre affirme qu'il offre beaucoup de propositions alléchantes pour qu'ils reviennent, en vain.

Ainsi, si on fait le compte, **le nombre de Juifs vivant dans la Palestine historique**, dans les colonies de Cisjordanie et de l'Est de la ville d'Al-Quds (Jérusalem) et dans le mont du Golan, ne dépasse pas **4.733.842 personnes**

Quant aux Palestiniens, la source révèle que leur nombre en Cisjordanie est de 2.611.904. Dans la bande de Gaza, il est de 1.537.269 personnes. Et si on ajoute à ces nombres celui des Arabes – Musulmans, Chrétiens et Druzes – vivant à l'intérieur même d'"Israël" (de l'ordre de 1.401.135), **le nombre de Palestiniens vivant sur la terre de la Palestine historique serait de 5.550.308 personnes.**

Ainsi, il est clair que la démographie sur la terre historique de la Palestine est au profit des Palestiniens, au détriment des Israéliens.

Les informations données par le même service de la CIA sont révélatrices de quelques problèmes démographiques [autres que le nombre] dont souffre l'Entité sioniste, face à la situation démographique des habitants palestiniens de la terre historique de la Palestine.

Ces problèmes peuvent être résumés en quelques points :

1- Les tranches d'âge : Pendant que la tranche "0-14 ans" est de l'ordre d'environ 28% pour "Israël", il est de l'ordre d'environ 43,8% pour les territoires palestiniens. Pour la tranche "15-64 ans", elle est au nombre de 62,2% pour "Israël" et de 53,2% pour les Palestiniens. Quant aux personnes âgées, elles représentent 9,8% de la population d'"Israël", 2,5% seulement dans la bande de Gaza. 3,3% en Cisjordanie.

2- La moyenne d'âge est clairement au profit des Palestiniens. Elle est de 28,9 ans en "Israël" contre 16,2 ans dans la bande de Gaza et 18,7 ans en Cisjordanie.

3- La croissance annuelle de la population en "Israël" n'est que de 1,7%. Elle est de 3,6% dans la bande de Gaza et de 1,9% en Cisjordanie.

4- La moyenne de naissance est de l'ordre de 20,02 pour mille, contre 38,38 dans la bande de Gaza et 30,35 en Cisjordanie, sachant que l'immigration est prise en compte dans le calcul de la croissance israélienne.

5- Quant à la fécondité, elle est de l'ordre de 2,77 enfants seulement pour la femme israélienne, contre 5,51 pour la Palestinienne de la bande de Gaza et 4,06 pour celle de la Cisjordanie.

6- La moyenne de la mortalité naturelle atteint les 5,41 pour mille en "Israël", contre 3,67 dans la bande de Gaza et 3,79 en Cisjordanie.

7- Le niveau très élevé de la mortalité chez les nouveaux-nés dans les territoires palestiniens montre la grave dégradation du domaine de la santé, notamment dans la bande de Gaza assiégée depuis plus de deux ans. Il y a un peu plus de 4 enfants pour mille en "Israël", tandis qu'il dépasse les 18 enfants en Cisjordanie et les 21 dans la bande de Gaza.

En somme [et malgré le sombre dernier point], on peut facilement remarquer que la société palestinienne tend vers la jeunesse, contre la société israélienne qui se dégrade de plus en plus vers la vieillesse.

On remarque également que l'immigration vers "Israël" baisse de plus en plus pour descendre à 1,7% des sources démographiques de l'Entité sioniste.

Tout montre que les éléments d'autodestruction travaillent dans la société israélienne, inlassablement.
30-05-2008

Hossam Ramadan Ahmed

Article traduit et résumé par le CPI

Source : [Palestine Info](#)

<http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=9098&type=analyse&lesujet=Rapports>

3-4 Point de vue de Julien Salingue : L'échec programmé du plan «silence contre nourriture» : Où va le gouvernement de Salam Fayyad ?

Extraits

Il y a un an, suite à l'échec de la tentative de coup d'Etat conduite à Gaza par le député du Fatah Mohammad Dahlan, le Président palestinien Abu Mazen décrétait l'état d'urgence et nommait, en lieu et place du gouvernement dominé par le Hamas, un nouveau cabinet dirigé par Salam Fayyad.

La liste de ce dernier n'avait pourtant obtenu que 2 sièges sur 132 lors des élections législatives de janvier 2006. Mais Fayyad, ancien haut fonctionnaire à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International, était le Premier Ministre voulu par les Etats-Unis et l'Union Européenne. Le chantage aux aides financières, suspendues depuis l'élection du Hamas, a eu raison des timides réserves d'Abu Mazen quant à ce «choix».

Fayyad est donc entré en fonction à la mi-juin 2007 et a entrepris de conduire une série de réformes dans les territoires palestiniens de Cisjordanie.

Un an plus tard, il est assez aisé de comprendre quel est le rôle qui a été assigné à Fayyad : **désarmer la résistance et déplacer le centre de gravité de la question palestinienne du politique vers l'économique, en normalisant les relations avec Israël**. Il s'agit d'imposer ce que j'appelle un plan «silence contre nourriture», dont l'objectif est de stabiliser les territoires de Cisjordanie en tentant d'améliorer sensiblement les conditions de vie d'une partie de la population sans pour autant satisfaire les revendications nationales des Palestiniens.

« Imposer la loi et l'ordre » et... désarmer la résistance

Telle est l'une des deux priorités affichées par le gouvernement de Salam Fayyad : le «*retour de la sécurité*» dans les territoires palestiniens. Elle se décline en quatre points :

- Une réforme des services de sécurité, avec notamment le départ en retraite et le remplacement de plusieurs de leurs responsables par des individus réputés proches des Etats-Unis (tel **Hazem Atallah**, nommé responsable des forces de Police en Cisjordanie, à la place de Kamal Sheikh, membre du Fatah mais jugé trop conciliant à l'égard du Hamas).
- Un renforcement de ces services, qui passe par la formation, dans des camps d'entraînement en Jordanie, de centaines de nouvelles recrues.
- De spectaculaires opérations de «rétablissement de l'ordre», impliquant un nombre élevé de policiers et militaires, notamment à Naplouse et à Jénine.
- La multiplication des arrestations de membres ou de sympathisants du Hamas.

C'est l'articulation de ces quatre points qui donne toute sa cohérence à la politique «sécuritaire» d'Abu Mazen et Salam Fayyad. La plupart des nouveaux responsables (nationaux et locaux) des services de sécurité n'ont pas de passé de dirigeants de l'Intifada ou dans les groupes armés du Fatah. **Ce sont des «professionnels de la sécurité», particulièrement zélés, qui ne s'encombrent guère de considérations politiques.**

De même, selon les informations que j'ai pu recueillir, les nouvelles recrues entraînées en Jordanie et impliquées dans les opérations de Naplouse et Jénine ont été choisies prioritairement parmi les couches les plus pauvres, les moins éduquées et les moins politisées de la population palestinienne, pas parmi les militants du Fatah. **Ils sont plus enclins à obéir aux ordres, y compris lorsqu'il s'agit de désarmer les membres du Hamas, du Jihad ou des Brigades al-Aqsa, issues du Fatah, avec qui ils n'ont pas de passé militant commun.**

L'Autorité Palestinienne a su exploiter la situation de chaos sécuritaire qui régnait dans certaines villes de Cisjordanie depuis le démantèlement par Israël des forces de sécurité palestiniennes au cours des années 2002-2003.

A Naplouse et Jénine, les bandes armées s'étaient multipliées, qui rançonnaient les commerçants, volaient des voitures ou offraient leurs services à qui avait besoin de mercenaires pour effectuer telle ou telle basse besogne. L'AP a affirmé que c'était uniquement pour mettre fin à cette situation chaotique que les opérations de «rétablissement de l'ordre» étaient menées. Le déploiement massif de centaines d'hommes armés a effectivement mis un terme aux activités des gangs.

Mais le désarmement des derniers groupes de résistants, second objectif de ces opérations coordonnées avec Israël et des conseillers états-uniens, n'est pas allé sans entraîner une série d'incidents : à Naplouse comme à Jénine, de violents affrontements ont opposé forces de sécurité et militants de Brigades al-Aqsa ou du Jihad. Il y a eu des blessés, des morts, y compris parmi les passants qui ont essuyé les tirs de jeunes recrues visiblement mal entraînées par les Jordaniens. Le gouverneur de Naplouse, en charge de la supervision de l'opération, a même été pris pour cible par des tireurs lors d'une visite au camp de Balata. **Ces incidents marquent cependant d'après moi la fin de la période, ouverte en octobre 2000, de résistance armée en Cisjordanie.**

Ils sont en effet le dernier signe de refus, par les combattants eux-mêmes, de la politique de désarmement initiée par l'AP, qui a conduit plusieurs centaines de membres des Brigades al-Aqsa (dont 250 pour le seul district de Naplouse) à publiquement renoncer à la lutte armée en échange d'une amnistie de la part d'Israël, et des centaines de membres du Hamas à déposer les armes sous la pression des forces de sécurité (1). Il est difficile d'obtenir des estimations fiables pour l'ensemble de l'année qui vient de s'écouler, tant les chiffres varient selon les sources, mais on peut cependant établir que ce sont près de 200 membres ou sympathisants du Hamas qui ont été interpellés par l'AP au cours des deux derniers mois.

Il est en outre important de signaler ici qu'il y a eu relativement peu d'incidents armés au cours de ces interpellations, contrairement à ce qui s'est passé avec le Jihad et les Brigades, **ce qui semble confirmer que le**

Hamas a décidé d'éviter un affrontement avec l'AP en Cisjordanie et une inutile bataille pour des « zones autonomes » en réalité contrôlées par Israël.

« Relancer l'économie palestinienne » et... normaliser l'occupation

Les questions économiques sont le cœur de la politique de Salam Fayyad, ce qui n'a rien d'étonnant lorsque l'on connaît son curriculum vitae. L'une de étapes essentielles de l'année qui vient de s'écouler a été la Conférence des pays donateurs, à Paris, en décembre dernier.

Le gouvernement de Ramallah y a présenté un rapport de 58 pages, intitulé «*Construire un Etat palestinien*» (2), dans lequel il exposait dans le détail la politique qu'il comptait mettre en œuvre au cours des années 2008-2010 et pour laquelle il sollicitait des aides financières «exceptionnelles». **La plus grande partie du rapport est consacrée aux questions économiques et fiscales ; le document est même sous-titré «Vers la paix et la prospérité».**

Salam Fayyad et Abu Mazen ont visiblement convaincu les pays donateurs puisque ces derniers ont promis quelques 7.7 milliards de dollars alors que l'AP n'en demandait «que» 5.6. Soit une rallonge de... 37.5%.

Les bailleurs de fonds ont donc été séduits par le programme élaboré par l'ancien dirigeant de la Banque Mondiale : réduire le déficit public en baissant le nombre de fonctionnaires, en gelant les salaires et en lançant une vaste campagne de recouvrement des dettes de la population, ouvrir l'économie palestinienne aux investissements étrangers ou encore faire du secteur privé le moteur de la croissance.

Les questions sécuritaires ne sont pas absentes du rapport : **Fayyad propose de maintenir la part du budget des forces de sécurité à plus d'1/3 du budget de l'AP**. On apprend ainsi dans le document que pour l'année 2008 le programme «*Transformation et Réforme du Secteur de la Sécurité*» a un budget qui équivaut à la somme des programmes «*Accès à l'Education*» et «*Amélioration de la Qualité des Services de Santé*» (3).

Autant de propositions qui seront familières à ceux qui ont étudié les Plans d'Ajustement Structurel concoctés, pour les pays d'Afrique Subsaharienne au cours des années 80 et 90, par les Institutions de Bretton-Woods (FMI et Banque Mondiale).

Autre élément remarquable du document : **dans l'avant-propos de Salam Fayyad comme dans la conclusion du rapport, il n'est nullement écrit que la fin de l'occupation est une condition nécessaire pour le succès des projets défendus**. On y parle seulement « [d'] étapes à franchir rapidement dans l'esprit des points d'accord trouvés à Annapolis » (4) et du fait que «*le régime d'occupation*» ne doit pas demeurer au «*statu quo*» (5).

En d'autres termes, lors de la Conférence de Paris comme lors de ses nombreuses déclarations quant au «*Plan de Réforme et de Développement pour 2008-2010*», Salam Fayyad envisage, **sous le régime d'occupation militaire**, une série de réformes et de projets censés changer les conditions économiques et sociales dans les territoires palestiniens et les conduire vers la paix et la prospérité. **C'est ce qu'il convient d'appeler la normalisation de l'occupation et des relations avec l'occupant**, a fortiori lorsque plusieurs de ces projets (**Tourisme, Zones Industrielles, notamment à Jénine, à l'ombre du Mur**) sont envisagés comme portés conjointement par l'AP et par Israël.

....

Un plan «silence contre nourriture»... voué à l'échec

Les conditions fixées pour l'obtention des aides économiques, que ce soient celles des investisseurs étrangers ou celles des pays donateurs, **desquels Fayyad n'est rien d'autre que le représentant sur le champ politique palestinien**, sont donc très claires : un «*retour à l'ordre*» qui passe par la fin de la résistance armée et une **normalisation de plus en plus forte des relations avec l'occupant israélien**. La direction de l'AP, pour qui le soutien des pays étrangers est une question de survie politique, n'a pas protesté. Pour la population, les choses sont plus complexes.

Les habitants des territoires palestiniens de Cisjordanie, éprouvés par l'étranglement militaire et l'asphyxie économique, désillusionnés par une «Intifada» militarisée qui s'est soldée par une défaite, une violente répression, des milliers de morts, d'arrestations... et souvent excédés par la multiplication des gangs, qui ont profité du chaos ambiant pour développer des activités de type mafieux, ne se sont pas collectivement soulevés contre la politique menée par le Cabinet Fayyad.

L'équipe au pouvoir n'est pas pour autant populaire, loin de là. Les enquêtes d'opinion indiquent que le gouvernement de Ramallah est moins populaire en Cisjordanie que le gouvernement d'Ismaïl Haniyah (7).

En outre, certaines des mesures de Salam Fayyad ont été largement contestées, comme l'obligation de recouvrement des dettes pour l'obtention d'un quelconque papier administratif (8) ou le gel des salaires des fonctionnaires. Dans le premier cas, la mesure a dû être retirée. Dans le second, un fort mouvement de grève a contraint le gouvernement à ouvrir des négociations, tout en essayant de sanctionner les grévistes. (9)

Mais il serait très exagéré de dire que la population de Cisjordanie est au bord de l'insurrection contre le Cabinet Fayyad. Ce dernier aurait plus à craindre d'une partie de l'appareil du Fatah, qui ne digère toujours pas d'avoir été écarté d'un gouvernement qui ne compte en définitive qu'un seul Ministre issu du parti d'Abu Mazen (en attendant un probable remaniement). **La population a d'autres préoccupations, pas forcément moins matérielles mais beaucoup plus urgentes** : l'inflation (le prix de la farine et du riz ont doublé en un an), le chômage, la difficulté à cumuler emploi salarié et études pour de nombreux jeunes...

C'est pourquoi tandis que certains affirment que le gouvernement ne changera rien à leurs conditions de vie, d'autres, qui n'ont aucune illusion quant aux effets sur le long terme de la politique de Fayyad, et qui n'attendent rien de lui quant aux négociations avec Israël, sont néanmoins dans une position d'attente vis-à-vis de celui dont le nom rime avec «*retour des aides internationales*» et qui promet de créer des emplois et d'alléger le blocus. Une vision très utilitariste, en somme, d'un gouvernement qui a été mis en place au moment où, du fait de la

suspension des aides, la crise économique avait atteint un niveau inconnu jusqu'alors.

La situation est donc très en réalité très instable : **la survie politique de Fayyad passe par une amélioration significative des conditions de vie de la population de Cisjordanie qui n'aura, dans le cas contraire, d'autre solution que de se soulever à nouveau.** Tel est le fragile ressort du plan "silence contre nourriture". On comprend mieux l'insistance, vis-à-vis d'Israël, de Tony Blair, superviseur en chef du plan, quant à l'allègement des restrictions sur la liberté de circulation. **Si une partie significative des barrages n'est pas levée, il n'y aura pas de relance, même minime, de l'économie, et l'édifice s'effondrera.**

On peut également se projeter sur le moyen terme et, sans vouloir jouer les Cassandre, émettre des pronostics plutôt réservés quant aux chances de succès du plan Blair-Fayyad. **Les forces de sécurité sont de plus en plus critiquées** : si elles ont fait fuir les bandes armées, pour le plus grand soulagement des habitants, elles ont un comportement souvent très hostile vis-à-vis de la population, que ce soit au quotidien ou lors d'événements comme la PIC à Béthléem (10) ; un rapport critiquant sévèrement les conditions d'interrogatoire et de détention dans les prisons palestiniennes vient d'être remis à Abbas (11) ; la coordination des services palestiniens avec leurs homologues israéliens est largement condamnée, d'autant plus que l'armée israélienne poursuit ses opérations.

....

Conclusion

Au-delà de ces réserves à court et moyen terme, un obstacle majeur demeure, qui est la principale faiblesse du plan «silence contre nourriture» : **la colonisation et les saisies de terre se poursuivent à un rythme effréné** (Israël vient ainsi d'annoncer la construction de plus de 800 nouveaux logements dans deux colonies de Cisjordanie) **et aucune perspective de satisfaction des droits nationaux du peuple palestinien ne se dessine.**

Qui plus est, le point aveugle du plan est la bande de Gaza, à moins de considérer qu'elle ne fasse plus partie des territoires palestiniens. Qui peut sérieusement penser que les conséquences catastrophiques du siège imposé aux 1.5 millions de Gazaouis ne sont pas déjà les causes des explosions de demain ?

La neutralisation des gangs et la reprise des aides internationales ont permis à Fayyad et son gouvernement de rester en place dans un calme relatif. Mais la fragilité de l'édifice construit, les limites apparentes du plan Blair-Fayyad et ses faiblesses structurelles sont annonciatrices de déconvenues majeures pour quiconque pense que les Palestiniens vont renoncer à leurs revendications nationales.

La phase actuelle est transitoire et chacun sait ici, dans une société qui compte 50% de moins de 15 ans (14), que ce ne sont pas des promesses de lendemain qui chantent et quelques milliers d'uniformes palestiniens qui empêcheront une nouvelle génération, qui n'aura rien à perdre, de se soulever à son tour.
03-06-2008

Texte complet : lire pièce jointe.

3-5 Point de vue du CPI : Israël espionne les Etats-Unis... ...une affaire qui remonte à la surface encore une fois.

Récemment, les détails d'un nouveau scandale d'espionnage israélien a été connu par le public. Et beaucoup de politiciens, d'hommes de médias et d'hommes d'affaires s'étonnent de voir des opérations (israéliennes) d'espionnage sur un pays considéré comme le plus grand parrain d'Israël, dans toute son histoire. Les relations américano-israéliennes sont si fortes qu'elles atteignent un haut niveau de coordination stratégique. Ils sont alors vraiment incompréhensifs, ces scandales ! Que veut-on connaître de plus (sur les Etats-Unis) ?

En effet, Israël obtient les armes américaines dernier cri. Elle a le droit à tous les détails militaires concernant les Arabes et leur armement. Elle a aussi le droit à toutes les informations ramassées par les appareils américains d'espionnage. Par ailleurs, l'armement nucléaire des deux pays n'est pas au point de confrontation pour qu'Israël ait besoin de chercher des informations supplémentaires chez son partenaire !

Pourquoi alors cet espionnage ?

Admettons qu'il faille cet espionnage. Reste à savoir pourquoi il se fait par des Juifs américains. Cela n'attire pas les regards douteux vers eux ? Vers leur appartenance à l'Amérique ? Et si Israël se rend compte qu'aux Etats-Unis, il y a différents courants forts qui n'aiment ni les Sionistes, ni Israël, n'est-il pas dans son intérêt de ne pas les donner les arguments qu'ils cherchent pour les attaquer ?

Toutes ces interrogations sont posées par plusieurs analystes dont Marcos dans Haarts et Doran Rezeblom. Cependant, chacun d'eux arrive à un résultat différent.

Le premier croit qu'une imbécillité totale écrase les premiers rangs des appareils israéliens de renseignements. De son côté, le deuxième croit que les officiers (israéliens) des renseignements, dont ceux du bureau appelé « Lekam », souffrent d'un grave manque de confiance en eux-mêmes. C'était ce manque qui les avait poussés à ce jeu dangereux : espionner le grand partenaire américain. En fait, ils souffrent du fait qu'ils soient mis sur la marge de l'activité d'espionnage. Ils ne sont qu'un petit chiffre par rapport aux « Mossad », « Shabak » et « Aman ». Ils voulaient alors se faire valoir, en mettant le pied dans ce chemin prohibé.

En retournant un peu en arrière, nous voyons que « Lekam » avait été mis en place, en 1957, pour trouver des informations technologiques utiles pour le ministère israélien de la sécurité, pour ramasser toutes les informations possibles sur les armements avancés dans le monde entier, ainsi que sur leur distribution. En 1981, Ariel Sharon, devenu ministre de la sécurité dans le cabinet de Manihem Biguen, remarque que les appareils de la sécurité ne

l'estiment pas suffisamment. Il renforce alors « Lekam » et le prépare pour être un appareil international indépendant et soumis complètement à son ordre. A l'époque, Sharon a tout fait pour mettre son copain Ravi Etienne (ministre des affaires des personnes âgées dans le cabinet actuel d'Olmert) à la tête de l'appareil du « Mossad », en vain. Il l'a alors mis à la tête dudit appareil de « Lekam ». Et ils travaillaient, main dans la main, pour renforcer cet appareil et lui donner un poids important dans les activités israéliennes d'espionnage. Toutefois, Sharon s'est vu obligé de quitter le ministère de la sécurité, après la publication du rapport du conseil d'enquête dans les massacres de Sabra et Shatila. Le rapport lui a attribué une responsabilité importante dans cette affaire. Pour sa part, Etian a non seulement continué ses activités, mais il a de plus renforcé son appareil. Ces jours-là, il a engagé Jonatan Boulard (pour espionner les Etats-Unis). Cette affaire lui a interdit d'entrer aux Etats-Unis, jusqu'à nos jours.

Enfin, la découverte d'un deuxième espion (israélien) laisse les yeux américains non seulement se focaliser sur Etienne, mais également sur tous les gouvernements israéliens successifs.

Washington - 28 mai 2008

[Centre palestinien d'information](http://www.info-palestine.net/)

3-6 Israël dirige t'il les Etats-unis ?

Cette question est entrain de se poser de plus en plus aux Etats-Unis. Avec la bataille notamment des présidentielles aussi bien au niveau du Parti de l'Âne que du parti de l'Eléphant. Quel est le bon candidat....pour Israël ? C'est à croire que le monde nombrilissime se limite à Israël et aux Etats-Unis.

Aujourd'hui, fondamentalement et avec raison, beaucoup de personnes s'insurgent contre la nouvelle demande du Premier-Ministre israélien qui ferait mieux de régler ses problèmes personnels que de chercher encore une fois à vouloir diriger le monde.

Ce corrompu a osé demander hier à l'administration Bush de mettre en place un blocus aérien et maritime destiné à isoler l'Iran du reste du monde selon le quotidien israélien Haaretz.

Peut-on au moins une fois dire et rappeler à cet homme que son pays depuis 60 ans n'a jamais respecté une seule résolution des Nations-Unies ? Peut-on au moins lui dire qu'il n'est ni la lumière du monde ni un exemple pour la paix ?

L'arrogance qu'il a montré devant une délégation américaine conduite par Nancy Pelosi, présidente du Congrès, en lui intimant de faire en sorte que les sanctions contre l'Iran soient cette fois-ci plus "agressives" suggèrent quoi selon vous ? Voilà un loser, incapable de battre le Hezbollah qui s'accroche au pouvoir et ridiculise un peu plus l'Etat hébreu.

Au juste, au nom de quoi veut-on empêcher l'Iran d'être une puissance nucléaire ? Les Etats-Unis vous diront que c'est parce qu'il a signé le TNP (Traité de non prolifération). Or, cette escroquerie a un peu trop durée. Pour rappel, chacun peut partir quand il veut de cette vaste connerie qu'on fait signer aux petits pays alors qu'on s'est soit même doté de l'arme de dissuasion.

L'Evangile hypocrite selon Olmert est d'empêcher que les hommes d'affaires iraniens se déplacent dans le monde, que la flotte américaine et son aviation (l'US Navy et de l'US Air Force) encerclent l'Iran pour que sa flotte commerciale n'ait plus de réels mouvements.

L'Administration américaine qui se retrouve à 8 mois de sa fin de vie est sous pression. Faut-il encore donner à tort raison à une pseudo démocratie qui n'applique rien, foule aux pieds tous les principes fondamentaux des droits de l'homme avec sa programmation du génocide du peuple palestinien ?

22/05/05

Source: <http://kamerunscoop.wordpress.com/>

<http://www.alterinfo.net/>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 "Dix-huit ans de travail détruits en moins de quatre heures" - récits sous siège.

Par PCHR

"Ils sont arrivés à 4h du matin avec deux bulldozers, et ils sont partis à 8h. Je suis propriétaire de cet élevage de poulets avec mes trois frères, et nous avons travaillé nuit et jour pendant 18 ans pour monter cette affaire. Les Israéliens ont tout détruit en moins de quatre heures."

La ferme avicole de **Nasser Jaber** a été passée au bulldozer par les Forces israéliennes d'occupation (FIO) il y a 10 jours, aux premières heures du 16 mai, pendant qu'il dormait chez lui à Rafah, au sud de la Bande de Gaza. Il est toujours abasourdi. D'un air las, il nous guide au milieu des ruines de ce qui fut son exploitation pendant 18 ans.

"Pour moi et mes frères, c'était un projet pour toute la vie", dit-il pendant que nous escaladons les gravats, les fils de fers, les plaques de métal renversées et des milliers de poulets en putréfaction. "Je n'ai jamais appartenu à

aucune faction politique, et je n'ai jamais été en prison. Je ne sais pas pourquoi ils ont fait ça." Les employés de la ferme qui commencent à dégager les gravats portent tous des masques sur le visage. Quarante mille cadavres de poulets écrasés sont là, au milieu des décombres, et la puanteur est écoeurante.

Lorsque les ouvriers ont donné l'alerte que les FIO étaient en train de détruire la ferme au bulldozer, Nasser Jaber ne s'est pas précipité, il est resté chez lui, attendant que les Israéliens partent enfin. *"Ça aurait été trop dangereux d'y aller pendant qu'ils détruisaient tout"*, dit-il. *"Ce n'est pas la première fois que les Israéliens viennent. La frontière n'est qu'à deux kilomètres et demi, et ils envahissent le secteur tous les mois. Ils avaient déjà détruit un de nos murs, puis la citerne à eau. Mais rien de cette ampleur."* Une des parties de la ferme, une immense grange contenant 9.000 poulets, a été épargnée dans l'attaque, bien que Nasser Jaber dise que les volailles sont traumatisées, et elles pondent peu.

L'élevage produisant 45.000 œufs par jour – maintenant la production a chuté à 2.000, et Nasser Jaber est inquiet parce que les Israéliens peuvent revenir finir la destruction de ce qui reste de sa ferme. Il estime qu'entre eux, lui et ses frères, ils ont déjà perdu plus d'un million de dollars. *"Je suis un fermier paisible"*, dit-il. *"Mais ils détruisent nos maisons, notre terre, tout."*

Abdul Halim Abu Samra, directeur des Relations Publiques à la branche voisine du Centre Palestinien pour les Droits de l'Homme de Khan Younis, dit que les FIO détruisent systématiquement la terre agricole dans toute la Bande de Gaza, en particulier dans les zones frontalières. *"Nous avons une bonne terre fertile à Gaza, mais les fermiers palestiniens en ont été chassés, près des frontières, par l'intimidation et les attaques comme celle-ci. La terre est maintenant presque vide un kilomètre avant la frontière orientale, parce que c'est trop dangereux pour les gens d'y vivre et d'y travailler"*.

Tandis que nous roulons nord est, en direction du carrefour de Sofa (un des cinq passages entre Gaza et Israël), nous voyons très peu de gens, juste un vieil homme menant un âne et une charrette. Ces régions rurales près de frontière orientale de la Bande de Gaza se vident, parce que les fermiers, donc beaucoup ont travaillé là depuis des générations, ont maintenant trop peur de vivre et de travailler sur leurs propres terres. Les limites de la Bande de Gaza, qui ne fait que 40 km de long et 10 de large, sont encore rétrécies par les invasions israéliennes incessantes.

La destruction délibérée des propriétés civiles est illégale, selon la loi internationale sur les droits de l'homme et la loi humanitaire, dont la 4^{ème} Convention de Genève (Articles 33 et 53). Depuis le début du 2^{ème} Intifada en septembre 2000, le PCHR a constaté la destruction délibérée de plus de 40.000 donums (1 donum = 1.000 m²) de terres agricoles dans la Bande de Gaza. Cette année seulement, près de 3.000 donums de terres agricoles autour de Rafah et de Khan Younis ont été détruites par l'armée israélienne (dont 500 donums au cours des 7 derniers jours). Ruinant des parcelles de légumes et des fermes tenues par des familles, contribuant à la dévastation économique catastrophique de la Bande de Gaza.

A 15 km des ruines de la ferme de Nasser Jaber, **Mohammed Hamdan Abu Daggah** se tient au milieu des restes de son usine de ciment, localisée à 4 km du carrefour de Sofa, et qui a été détruite par les bulldozers des FIO il y a trois jours, le 24 mai.

"J'ai ouvert cette entreprise en janvier 2007", dit-il. *"Ma famille a tout investi dans cette usine. Nous avons réussi à importer un bon équipement sous licence, et nous avons beaucoup de travail pour des clients locaux et pour les Nations Unies, ici, à Gaza. Mais les Israéliens sont arrivés avec 3 bulldozers, et ils ont tout détruit."*

L'usine d'Abu Daggah employait 40 personnes, qui sont maintenant sans travail. Comme Nasser Jaber, Abu Daggah dit qu'il n'a aucune idée du pourquoi son usine a été visée. *"Je n'ai jamais eu de problème et je n'ai jamais été arrêté. Ils n'avaient absolument aucune raison de faire ça – mais maintenant, nous n'avons plus rien, sauf de lourdes dettes que je ne peux régler."*

28-05-2008

Source : [Palestinian Centre for Human Rights](http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=9077&type=temoignage&lesujet=Nettoyage%20ethnique)

Traduction : MR pour ISM

<http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=9077&type=temoignage&lesujet=Nettoyage%20ethnique>

4-2 Bassam Aramin : Lettre ouverte au ministre de la Défense, Ehud Barak.

Pourquoi n'allez-vous pas dire cette vérité aux habitants d'Ashkelon et de Sderot qu'il n'y a pas de solution pour empêcher les missiles Qassam de leur tomber dessus depuis une Gaza détruite et soumise à blocus, à moins de mettre fin à l'occupation ?

Note

Rappelez-vous. C'était le matin du 16 janvier 2007, à Anata, au nord de Jérusalem-Est, en Cisjordanie occupée. Abir, 10 ans, sortait de son école, avec sa grande soeur et des copines de classe. Mais une jeep de la vaillante armée israélienne les a suivies. Un soldat, caché derrière la vitre fumée de la jeep, a préparé son arme et, avec une précision extrême, a abattu la fillette avec une balle dans sa tête. A moins de 5 mètres.

« Les élèves des deux écoles, de filles et de garçons, venaient tous de sortir d'un examen. Une jeep de garde-frontière s'est approchée du groupe de fillettes. Elles ont été effrayées et sont parties en courant. La jeep les a suivies dans la direction où elles s'enfuyaient. Abir a eu peur et s'est plaquée contre une boutique sur le bord de la route, je me tenais à côté d'elle. Le garde-frontière a tiré à travers un trou spécial fait dans la vitre de la jeep, qui était toute proche de nous. Abir est tombée par terre. Je l'ai prise et emmenée à l'école des filles. J'ai vu qu'elle saignait à la tête ».

"Abir Aramin, 10 ans, tuée à la sortie de son école, à Anata"

Le père de la fillette, Bassam Aramin, militant de l'organisation *Combattants pour la Paix*, a refusé toute idée de vengeance et a exigé que justice soit faite.

« Je ne veux pas de vengeance. La vengeance est contre mes principes. Ma vengeance consiste à amener les coupables en justice, de défendre les autres enfants, et qu'ils apprennent à ne pas tirer de sang froid et qu'il y a un prix à payer. Cela devrait être la même choses pour les Israéliens comme les Palestiniens ».

"Mort tragique de la fille d'un militant".

L'enquête diligentée par l'armée israélienne a été close par "manque de preuves suffisantes".

Aujourd'hui, le papa d'Abir adresse une lettre ouverte aux criminels qui dirigent Israël, en l'occurrence à Ehud Barak, ministre de la Défense.

La voici ci-dessous. Un réquisitoire implacable contre l'occupation israélienne, mais aussi un appel aux Israéliens et Palestiniens pour lutter contre cette occupation et pour la paix.

(Ndt)

"Où était la nature démocratique de votre Etat quand vos soldats ont tué ma fille ?"

4-3 « Le Monde » met au grand jour la politique d'intimidation du régime sioniste.

" Les militaires sionistes ont, pour la plupart, pour mission de terroriser les Palestiniens", a révélé Le Monde.

Dans son reportage spécial sur la Palestine occupée, le quotidien français a récemment publié les aveux des anciens soldats de l'armée sioniste sur leur mission de tenir les Palestiniens dans un état permanent de peur.

" Je suis devenu un homme insensible », a reconnu Doron Efrati, un ancien soldat de l'armée sioniste. Il se dit prêt à massacrer sans sourciller une famille palestinienne. Selon lui, les forces israéliennes lancent une offensive contre les zones résidentielles et en jetant des pierres et des grenades assourdissantes contre les portes des maisons palestiniennes, ils cherchent ainsi à les terroriser.

Il regrette ce qu'il a commis dans le passé, se déclarant prêt à témoigner devant l'organisation humanitaire Breaking the Silence (Rompre le silence). L'Organisation a déjà enregistré quelque 500 témoignages des soldats israéliens sur les exactions perpétrées à l'encontre des Palestiniens.

IRIB 02/06/2008

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=952972

4-4 En Cisjordanie, une station de radio aide les jeunes à échanger le désespoir contre des rêves.

Grandissant sous occupation militaire, deux intifadas et un siège constant, les jeunes Palestiniens ont été privés d'une véritable enfance. Les jeunes, de 17 ans d'âge médian, qui représentent la part la plus importante de la population palestinienne, ont enduré des fermetures d'écoles prolongées et ont vu des membres de leur famille être tués ou arrêtés. Certains ont participé aux révoltes palestiniennes à la fronde et à coups de pierre.

Avec le soutien du projet Aswatona Internews Network pour la Cisjordanie et Gaza, une station de radio en Cisjordanie a commencé à aborder la frustration et le désespoir rampants ressentis par les jeunes à travers un programme de radio spécial produit par et pour eux.

« A Naplouse, les jeunes sont les plus nombreux » dit Alaa Badama, le directeur des programmes pour la station Tariq Al Mahabeh. *« Dans cette ville, il n'y a pas de travail, il a des couvre-feu et des sièges, et la ville est souvent complètement fermée. A cause de cela, les jeunes n'ont rien à faire. Cela peut être si dangereux dehors. »*

Badama sait de quoi il parle. En octobre 2007, pendant qu'il prenait des photos dans la rue à l'occasion d'une incursion dans Naplouse, un soldat israélien lui a tiré dessus.

Réalisant l'absence de programme abordant les besoins des jeunes, la station Tariq Al Mahabeh a créé le programme **Shahab.com** (les jeunes.com). Ce programme donne aux jeunes de Naplouse une plateforme pour parler de leurs opinions, idées et expériences.

« Nous avons commencé avec la question « De quoi ont besoin les enfants ? » dit Badana. *« Nous avons pensé que le programme devait se centrer sur les choses habituelles que les jeunes aiment, telles que la musique, les chansons, les dédicaces et les jeux radiophoniques.>*

Il y a aussi des segments où les invités et les animateurs ont une occasion de présenter leurs idées sur les choses qui arrivent dans leurs vies. Un club se forme en ligne quand les jeunes peuvent jouer un rôle plus actif dans le déroulement du show.

Le programme est vite devenu le plus populaire dans le gouvernorat. Shahab.com a eu tellement de succès que la station a pu renouer avec son audience originelle de base, les jeunes locaux, pour la première fois depuis des années.

Babama étend sa gratitude à Internews Network pour sa coopération, en disant : *« Aswatona a aidé à construire le programme que nous avons imaginé. Nous avons vu que les enfants commençaient à penser à autre chose qu'au combat et à l'occupation. Ils ont encore des rêves, et cela se reflète dans notre programme ».*

Internews Network exploite Aswatona : Média Indépendant pour la Cisjordanie et Gaza grâce à une subvention de l'USAID (Agence des Etats-Unis pour le Développement international). En travaillant avec un média palestinien local, le projet fournit des formations, finance la production, supervise le développement commercial et le soutien pour des lois équitables et des politiques sur les médias et des associations avec les médias de Cisjordanie et de Gaza.

Le projet Aswatona vise à développer la conscience des citoyens et leur participation à la démocratie et à la gestion au niveau communautaire, aussi bien qu'à augmenter et améliorer la couverture des nouvelles locales.
04-06-2008

Source : [Internews Network](#)

Traduction : MM pour ISM <http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=9139&type=temoignage&lesujet=Résistances>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 La psychothérapeute Avigail Abarbanel traite de l'aspect « psychologique » du soutien juif à la brutalité sioniste.

Près de Bethléem, des militaires israéliens détiennent un Palestinien qui manifestait contre la construction d'une nouvelle colonie en Cisjordanie, au mois de mai 2008

Comme le note Avigail [voir infra l'article d'Avigail Abarbanel : Cela ne peut plus continuer ainsi], il est peu vraisemblable que les juifs retrouvent de si tôt la raison et accordent la liberté aux Palestiniens, de leur propre mouvement, car c'est délibérément qu'ils ont opté pour l'épuration ethnique, qui fait partie de leur culture. Elle nous conseille de ne pas attendre que les juifs décident de marcher main dans la main avec les Palestiniens. Elle préconise une pression internationale semblable à celle qui avait été exercée sur l'Afrique du Sud. Toutefois, j'ai tendance à penser qu'il ne s'agit, en l'occurrence, que d'un énième bluff, comme celui de la « solution à deux Etats » et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, quand Olmert dit que nous devons choisir entre une solution à un seul Etat et une solution à deux Etats, nous savons ce que signifie la « solution à deux Etats » : un camp de concentration en plein air, sans nourriture et sans eau

3/06/08

Lire : http://www.alterinfo.net/La-psychotherapeute-israelienne-expatriee-Avigail-Abarbanel-traite-de-l-aspect-psychologique-du-soutien-juif-a-la_a20376.html

5-2 Khaled Amayreh : Sans vergogne à Ramallah.

Les dirigeants de l'AP peuvent arguer que "discuter" avec les responsables israéliens est nécessaire pour garantir les intérêts vitaux palestiniens. C'est exactement le même argument que celui avancé par les chefs des conseils juifs sous les nazis (les judenrate), argument utilisé pour justifier leur trahison et la trahison de leur peuple.

Mais quels intérêts palestiniens sont garantis ? Israël ne continue-t-il pas à voler toujours plus de terre palestinienne pour y construire davantage d'appartements pour les colons juifs ? Et qu'en est-il de la récente décision israélienne de démolir des milliers de demeures palestiniennes ? Ou l'expansion phénoménale des colonies exclusivement juives à Jérusalem ? En outre, l'AP basement inféodée au gouvernement Olmert a-t-elle réussi à obtenir que l'armée israélienne retire un seul barrage routier en Cisjordanie ? Ou peut-être l'AP essaie-t-elle de sauver Olmert de son dernier scandale de corruption en "ne lui en demandant pas trop" ?

Les responsables de l'AP font bien sûr des déclarations régulières disant leur déplaisir de voir le vol de la terre palestinienne et la construction des colonies. Cependant, Israël, et même les dirigeants palestiniens eux-mêmes, semblent réaliser que leurs déclarations vaines ne sont que pour la galerie.

Bon, si l'AP est réellement opposée aux crimes israéliens, entre autres l'expansion continue des colonies, pourquoi donne-t-elle l'impression que les discussions avec Israël ne s'attaquent à aucune crise ?

Et pourquoi l'AP a-t-elle invité des responsables israéliens, dont d'anciens ministres, à la Conférence pour l'Investissement en Palestine, la semaine dernière ? Et pourquoi les agences de sécurité de l'AP continuent-elles d'arrêter et de harceler les critiques de l'occupation israélienne, pour le compte d'Israël ?

Aujourd'hui, le réel décideur, dans l'AP, n'est pas vraiment Mahmoud Abbas ou son Premier Ministre de facto Salam Fayyad. Malheureusement, celui qui a le dernier mot, c'est un général américain appelé Keith Dayton, ce même homme qui l'an dernier a tenté, sans y parvenir, d'allumer une guerre civile palestinienne à Gaza, qui aurait pu tuer des dizaines de milliers de Palestiniens. Ce Dayton en réfère directement au néocon sioniste pur et dur Elliot Abrams, qui, en diverses occasions, a indiqué que son but ultime était de transformer le conflit israélo-palestinien en une guerre civile inter-palestinienne.

C'est Dayton qui mène le jeu, donne les instructions et décide qui est payé et qui ne l'est pas. C'est Dayton qui décide qui reste en place et qui est viré. C'est Dayton qui fournit à l'AP les listes concoctées par Israël des Palestiniens qui doivent être arrêtés parce qu'ils représentent une menace à la sécurité d'Israël et donc au processus de paix. C'est Dayton qui va régulièrement dans les villes palestiniennes pour s'informer de l'état sécuritaire sur l'opposition palestinienne.

C'est Dayton le véritable chef de l'Autorité Palestinienne.

Nous ne parlons pas ici seulement des sympathisants du Hamas. Il y a des centaines de militants non islamiques, dont de nombreux jeunes gens affiliés au Fatah détenus dans les prisons de l'AP, sur aucun autre fondement que la satisfaction des demandes israéliennes.

Le lundi 2 juin, trois de ces détenus ont tenté de se suicider en buvant du shampoing, pour protester contre leur

cauchemar.

La soumission de l'AP aux desideratas de l'administration Bush va bien au-delà de la coordination avec l'armée israélienne d'occupation contre les intérêts nationaux vitaux du peuple palestinien.

Au garde-à-vous devant Washington, l'AP n'est de fait pas libre de restaurer l'unité nationale palestinienne en cherchant un rapprochement avec le Hamas.

Au cours de ces dernières semaines, nombre de personnalités palestiniennes indépendantes ont fait d'énormes efforts pour réconcilier le Fatah et le Hamas. Cependant, la direction du Fatah, et Abbas en particulier, a catégoriquement rejeté tous les efforts dans ce sens, insistant sur le fait que le Hamas avait effectué son "coup d'Etat" contre "la légitimité palestinienne". (En vérité, le Hamas a mené un contre-coup d'Etat pour anticiper un coup d'Etat en préparation fomenté par des agents bien connus de la CIA contre le gouvernement démocratiquement élu dirigé par le Hamas).

Il est clair que pendant que l'AP travaille minutieusement avec l'armée israélienne à réprimer toute résistance active à l'occupation en Cisjordanie, la direction du Fatah essaie désespérément de contrecarrer tout éventuel cessez-le-feu à Gaza.

Les tirs de roquettes quasi quotidiens du Fatah à Gaza ont aussi pour but de donner à Israël le prétexte d'envahir Gaza et de massacrer des centaines de milliers de Gazans, y compris vraisemblablement les dirigeants du Hamas, de manière à ce que Gaza soit livrée à nouveau à Abbas et à Muhammed Dahlan sur un plateau d'argent.

04-06-2008

N'est-ce pas réellement honteux ?

Khaled Amayreh

Traduction : MR pour ISM <http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=9138&type=analyse&lesujet=Collabos>

5-3 Conférence de Bethléhem : développement ou normalisation ?

Le comité directeur de BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël) a publié la déclaration suivante à la veille de la Conférence sur l'Investissement (PIC - Palestine Investment Conference) à Bethléhem. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, lors de son intervention à la cérémonie d'ouverture de la Conférence sur l'Investissement en Palestine.

Le développement économique et social en Palestine est une question cruciale et il nous faut impérativement prendre des mesures pour améliorer la situation actuelle dans les domaines économique et politique. Cependant, en dépit des conférences nationales et internationales répétées destinées à regrouper les efforts et les ressources nationaux et du soutien de la solidarité internationale, nous pensons que la Conférence économique qui va se tenir à Bethléhem durant les prochains jours avec la participation de représentants israéliens, officiels et non officiels, aura des implications politiques graves qu'on ne peut ignorer.

Cette Conférence intervient à un moment où la puissance occupante israélienne célèbre une « indépendance » construite sur nos blessures et la Nakba. Aussi, comme le peuple palestinien attend de BDS que nous soyons clairs contre Israël, nous avons espéré que la PIC serait une Conférence palestinienne dégagée de toute coopération politique et économique en lien avec l'occupant. Nos espoirs à cet égard se sont révélés mal fondés. Cette Conférence a été fortement promue par ses organisateurs comme une occasion de faire avancer les objectifs nationaux du développement palestinien et comme une base pour la relance économique palestinienne. Cependant, à aucun moment, les organisateurs n'ont pris en compte le facteur le plus important pour que se réalise cet objectif : la fin de l'occupation, garantie de l'indépendance et de l'autonomie politique. Tout le reste ne pourra qu'aboutir à créer des conditions sociales et économiques qui détruiront l'espoir d'indépendance des Palestiniens.

Les projets promus par la Conférence de Bethléhem ne reprennent aucune des exigences politiques palestiniennes. La Conférence elle-même est devenue une Conférence politique, pas simplement économique. Elle accueillera des délégations officielles américaines, sionistes, arabes, et celle de l'Autorité palestinienne. Les dangers de cette Conférence sont les suivants :

Les projets défendus dans le Plan de réforme et de développement palestinien (PRDP) qui constitue la toile de fond de la Conférence sont tous d'anciens projets qui ont été antérieurement promus par la puissance occupante. Un exemple en est le projet japonais pour la vallée du Jourdain : les études de faisabilité ont commencé en 1999. Quant à la zone industrielle de Jalame, elle fut annoncée en 1998. Le projet de « villes nouvelles » a été lancé en 2004 par la société d'investissements Portland, l'un des visages du lobby sioniste britannique. Le projet commun sur le tourisme a été discuté pour la première fois par une organisation appelée Tourism4Peace, en 2004, un groupe qui défend Jérusalem comme « capitale d'Israël », dénomination sans aucun fondement juridique en droit international.

L'Autorité palestinienne a permis à des institutions et des entreprises étrangères de sponsoriser la Conférence, notamment la société Intel, société américaine qui a investi aux environs de 8 milliards de dollars en Israël, l'une de ces entreprises qui construisent à Iraq al-Manchiya, un village palestinien au nord-est de Gaza, village qui a été détruit et dont la population a été expulsée en 1948. Un autre bailleur est Booz-Allen-Hamilton, en étroites relations avec les renseignements américains et spécialisé dans le domaine dit de la sécurité du territoire, fournissant renseignements et collecte de données. La présence de tels bailleurs soulève de sérieuses questions quant à l'agenda de la conférence.

Les projets proposés prennent comme base la participation israélienne à la prise de décisions et le contrôle israélien sur leur statut juridique. Dans la zone industrielle proposée pour Jalame, la législation du travail qui sera applicable sera fixée selon les termes dictés par la puissance occupante, alors que ce site se trouve en zone B selon les Accords d'Oslo, donc sous juridiction palestinienne. Le projet relatif au tourisme qui sera réalisé au sud-est de Jéricho est appelé projet « zone frontalière » alors qu'il est situé au cœur de la vallée du Jourdain, tout à l'intérieur de la Cisjordanie. Les termes du projet renforcent la position d'Israël dans son refus de discuter la fin de l'occupation de la vallée du Jourdain ; maintenant, l'occupation y existe avec la bénédiction palestinienne. Les projets sont destinés à répondre aux exigences économiques de l'administration israélienne, pas à celles du peuple palestinien. Le projet japonais pour l'agriculture dans la vallée du Jourdain sera orienté vers l'exportation : il ne fera rien pour assurer une sécurité alimentaire pour les Palestiniens. Le projet de recyclage des eaux usées utilisera la technologie israélienne, écartant ainsi l'exigence palestinienne formulée depuis le début d'Oslo pour recevoir sa juste part, selon le droit international, du fleuve du Jourdain et des sources souterraines. Toutes les études et rapports publiés conviennent que la crise humanitaire et économique palestinienne est causée par l'occupation. Pourtant, malgré cela, la Conférence est présentée comme un événement qui n'abordera que l'aspect économique, pas les questions politiques. La Conférence avance la proposition que le développement économique de la Cisjordanie soit en quelque sorte assuré sans faire mention des causes de cette crise : le mur d'apartheid, les incursions, le régime de bouclages et de check-points et l'isolement des communautés palestiniennes, et les mesures imposées à Jérusalem pour développer la judaïsation de la ville. Les projets proposés dans le PRDP ont été développés sous l'œil attentif de la Banque mondiale et celui du Département britannique du développement international (DFID), et dans les termes fixés par eux. Le fait qu'ils aient eux-mêmes déterminé l'agenda de la Conférence en fait un « gouvernement de l'ombre » exposant les priorités de développement et économiques de l'Autorité palestinienne. Ce ne sont pas les projets de développement que nous voulons et dont nous avons besoin. Ce qu'il nous faut, c'est une conférence palestinienne nationale avec le soutien arabe et international pour renforcer la ténacité des Palestiniens et avancer vers la fin de la dépendance à l'égard de l'occupant et de son économie.

samedi 31 mai 2008

Signé :

Conseil national de [BDS](#)

Conseil national pour la Commémoration de la Nakba

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=4464